Violaine GIRARD

mardi 3 octobre 2017

Classes populaires, territoires périurbains, droitisation et votes FN

INTRODUCTION

À partir des classes populaires, quelles recompositions contemporaines ?

Une démarche autour d'une enquête de terrain au croisement de la sociologie des classes et électorale

Un sujet très prisé des médias qui permet de partir des représentations -

1. Présentation d'un ouvrage : *Le vote FN au village*, 2016 (chapitre 1 à 5 : présentation du territoire et des trajectoires)
2. Enjeu : revenir sur l'image des catégories populaires à la périphérie des villes et associées au vote FN - une fronde sociale des ménages modestes frustrés - des discours peu précis sur les conditions de vie et les conditions de travail -
3. Une enquête menée de 2003 et 2012 - entretiens ethnographiques sur l'installation en périurbain - il s'agit de réencastrer la formation des processus politiques et l'habitat et les conditions sociales d'existence -

1. Les représentations médiatiques

En 2012 (campagne électorale) la presse sort des articles selon les habitats - une élection qui tend à montrer que le réservoir de voix de Marine LE PEN se situerait dans le périurbain -

En 2017 rôle de l'accession à la propriété dans le vote FN

Conclusion - les territoires périurbains sont associés aux ménages modestes qui achètent un pavillon - jusqu'en 2000, le vote FN est associé aux banlieues - le périurbain est jusque-là associé aux classes moyennes - un refuge pour les classes moyennes

L’association entre vote FN et classes populaires va se faire dans le périurbain -

Au début des 2000, le vote FN n'est pas lié à l'absence de culture ou à l'ignorance -

Critique : Christophe GUILLUY (*Fractures française*, 2010. *La France périphérique*, *Comment on a sacrifié les classes pop*, 2014) - géographe à large couverture médiatique - des travaux qui reposent sur des enquêtes statistiques - plutôt des essais avec des positions qui sont liées à la rhétorique extrême-droite -

Des travaux critiqués par GINTRAC et MEKDJIAN - essentialisation des classes populaires - + Anne LAMBERT sur les trajectoires des classes populaires dans le périurbain - cf point des connaissances dans le dernier numéro de *Sciences Humaines* -

1. Les évolutions des territoires périurbains

* Une catégorie de l'INSEE (mesure de l'expansion urbaine autour des agglomérations non contigüe + attractivité en termes d'emplois des grandes agglomérations - 40 %) mais pas sociologique - un espace associé aux classes moyennes puis aux classes populaires - cf zonage en aire urbaine

Cf Insee 1ère n° 1374 2011

* Dans la zone étudiée : 44 % des hommes appartiennent aux ouvriers (1/3 au niveau national) - 2/3 femmes employées et ouvrières - si ce sont bien les classes populaires - on a donc une surreprésentation de ces catégories dans les espaces périurbains
* Explications
  + Mouvement d'accès à la propriété par les catégories populaires relativement récent pour les catégories populaires à partir des années 70/80 + politique du logement (de l'aide à la pierre à l'aide à la personne) - on rend les ménages solvables ce qui développe les crédits et le marché de la maison individuelle - cela contredit les représentations car ce ne sont pas des choix individuels mais des conséquences de politiques publiques - ce sont des trajectoires résidentielles sous contraintes encadrées par les politiques publiques - ces politiques du logement ont des effets sur les trajectoires résidentielles - le développement de l'accès populaire à la propriété n'abolit pas les différences sociales en termes de type de biens et de localisation - les classes supérieures sont propriétaires en centre-ville et les ménages ouvriers sont plutôt dans de la construction en périurbain
  + Relocalisation des emplois industriels dans les espaces périurbains- Au début des années 2000, 4/5 sont localisés dans les périphéries - ce sont des activités consommatrices d'espace (industries agro-alimentaires, logistique, etc.) - cf parcs d'activité et pôles d'activité qui se développent à la faveur des politiques intercommunales - pas d'identité professionnelle forte car ce sont des activités diversifiées - cela contribue à modifier les représentations des catégories populaires -

1. Portrait des fractions populaires de ces territoires (en termes sociologiques)

Méthodes de travail : le schème du déclassement ne peut pas rendre compte des mutations des classes populaires à lui seul - depuis les 7O une diversification importante car une hausse de la précarité, allongement des études, propriété, mobilité professionnelle accrue par des promotions, développement des formations professionnelles - une insertion dans l'emploi qualifié - des ménages qui appartiennent aux milieux populaires mais qui ont une certaine stabilité (pas de contrat précaire ni de chômage de longue durée - projection dans des évolutions de carrière) -

* Une double définition des classes populaires

Les données du recensement amène à l'analyse localisée des classes sociales - cela pose la question des PCS - on peut aller à l'intérieur des catégories au niveau local - on peut croiser le détail des PCS et identifier plus facilement les fractions populaires -

* On remarque : une surreprésentation des catégories "ouvriers" et populaires + en même temps une dynamique conforme aux grandes tendances nationales - ces territoires n'échappent pas aux recompositions des territoires - entrée des femmes des classes populaires dans les "employés" -
* Par sexe et PCS - surreprésentation des hommes-ouvriers (1/2) et femmes-employées (1/2)
* À l'intérieur des PCS - exemple : les ouvriers (qualifiés/non qualifiés) - le style de vie est différencié selon la qualification - les ouvriers qualifiés se maintiennent (1/3) alors que les non-qualifiés diminuent - une hausse des contremaitres et techniciens ce qui renvoient aux dynamiques nationales (les professions intermédiaires progressent à partir aussi des contremaitres et des techniciens) - cela va à l'encontre de la théorie du déclassement - il y a des recompositions qui ne se réduisent pas aux suppressions d'emploi et de fermeture d'usines -
* Du côté des employés - une logique de secteur (et non de qualification) - les employées administratives d'entreprise et du public sont qualifiées ce qui n'est pas le cas pour les employées de commerce et services directs aux particuliers - ces deux dernières catégories augmentent récemment - ces emplois du public sont dans les collectivités (personnels des municipalités périscolaire par exemple) - c'est un vecteur de stabilité professionnelle et d'accompagnement des enfants vers la réussite scolaire - or dans le périurbain il y a peu d'emplois publics

Il s'agit d'articuler enquête ethnographique (entretiens compréhensifs) et données statistiques

Axe vertical : Des fractions stables, qualifiées (surtout les hommes dans l'industrie) - un certain niveau de vie (accession à la propriété) - des fractions populaires établies engagées dans des trajectoires sociales valorisantes (à la campagne) et de stabilité conjugale

À partir d'Olivier SCHWARTZ qui définit les catégories populaires comme étant celles qui ont des positions subalternes dans la hiérarchie des emplois et des revenus mais également distance et maintien des écarts aux formes de la culture légitime et dominante - depuis les 80, elles ne sont plus des isolats, elles n'ont plus de conscience sociale avec de la porosité culturelle plus grande (allongement des études) - cf Stéphane BEAUD - en même temps des écarts et des distances avec des cultures plus distinctives - cela se retrouve dans l'emploi public : le niveau de diplôme (en particulier l'enseignement général) est un vecteur important de réussite - cette définition permet de regarder des fractions populaires stables mais dont les perspectives d'ascension sociale sont différentes des classes intermédiaires - des loisirs sportifs plutôt que culturels - des formes d'évolution des loisirs populaires et d'ouverture des univers culturels - ce ne sont pas des loisirs culturels distinctifs qui caractérisent les classes moyennes - de plus des proximités plus grandes avec les professions d'indépendants -

Une prévalence du capital économique plutôt que sur les diplômes – cf. "supérieur de proximité" = BTS et IUT - promotion sociale par le biais de l'indépendance

1. La **socialisation professionnelle** et son rôle dans la politisation

Socialisation professionnelle discontinue (changement d’entreprise). Les ouvriers travaillent de plus en plus dans de petites unités. Rôle moins important des syndicats.

Des caractéristiques sociales qui favorisent une proximité avec les discours de droite - des progressions de carrière qui renvoient au mérite individuel - des évolutions dans la socialisation professionnelle des ouvriers y compris chez les fractions stables.

Des formes d'expériences au travail qui sont vues comme des moyens de conserver les emplois

1. Droitisation et radicalisation politique - les comportements électoraux

Une distance par rapport à un modèle de réussite sociale (portée par les classes moyennes plutôt à gauche) - les fractions se sentent proches des classes moyennes indépendantes -

Quid de la sociologie électorale qui part des trajectoires ou des sondages "sortie des urnes" - on peut faire les deux en mêlant les appartenances professionnelles et les votes - les voix des ouvriers sont extrêmement diverses (et non plus un type de comportement électoral) - la profession ne permettrait plus de prédire le vote (cf rôle des variables lourdes dans les comportements électoraux)- le niveau de diplômes et le statut (au-delà de l'emploi occupé) est plus prédictif - il convient de les mettre en perspective avec les enquêtes ethnographiques car cela ne suffit pas à comprendre les comportements (abstention ou vote) - les trajectoires et la socialisation familiale sont importantes dans les formes de participation politique - l'isolement prolongé au travail est un facteur de détermination politique -

CONCLUSIONS

Une extrême dispersion des votes des catégories populaires

Importance de l'abstention qui varie en fonction des fractions

Intérêt spécifique pour certaines questions économiques (à la différence du cens caché) pour les fractions stables plus éduquées -

Défiance importante à l'égard des responsables politiques -

Des formes de consciences sociales renvoient à trois pôles : distinction par rapport aux classes défavorisées

Des formes de défiance importantes qui se traduisent par des comportements électoraux différents : abstention ou non, alternance du vote selon les élections, radicalisation et droitisation

Des comportements différenciés en fonction des élections - une plus forte participation pour les présidentielles - les enjeux associés aux scrutins vont varier les résultats -

Questions

* Anne MUXEL - entretiens en famille / entretiens plutôt avec des hommes (les femmes ne prennent pas part aux discussions politiques qui pourraient amener à des tensions) - des rôles genrés classiques -
* Choix du canton de VARIEU - une thèse financée par le ministère de l'équipement - une préoccupation sur ces espaces à habitat diffus -
* Pas de généralisation possible de ce territoire au national - mais ce sont des espaces où les catégories populaires sont surreprésentées -
* Encartement et implantation au-delà du vote FN - pas de militantisme local mais des électeurs actifs dans les sociabilités publiques qui font du prosélytisme - pas de fidélité partisane -
* Rôle des médias et comment s'informent les gens ?